

LES CONTRAINTES DE L'ÉPIDÉMIOLOGIE VÉTÉRINAIRE AU CANADA

J.P. VAILLANCOURT ^[1] et J. KELLAR ^[2]

RESUME : L'épidémiologie au Canada doit se développer tout en faisant face à plusieurs contraintes économiques, politiques, de ressources humaines, socio-culturelles, technologiques et de transfert d'information. C'est dans ce cadre que le Ministère Fédéral de l'Agriculture et de l'Agro-Alimentaire propose une association entre les gouvernements fédéral et provinciaux, les industries animales et les Universités. Le but est de créer un réseau d'épidémiologie répondant aux besoins dictés par les ententes du GATT et de l'Accord de Libre Échange Nord Américain.

ABSTRACT : Animal disease surveillance in Canada is facing numerous limitations. These are economical, political, socio-cultural, technological, as well as related to human resources and the transfert of information. It is in this context that the Ministry Agriculture and Agri-food Canada is proposing a partnership between the federal and the provincial governments, the food animal industries and the Universities. The objective is to create a surveillance network designed to respond to the needs generated by the GATT and the North American Free Trade Agreement.



I - INTRODUCTION

Le Canada jouit depuis longtemps d'une expertise dans le domaine de l'épidémiologie au niveau de la chaîne alimentaire qui lui a permis de prévenir ou d'éteindre dans l'œuf plusieurs épidémies qui auraient eu un effet dévastateur sur l'industrie animale canadienne [3]. Citons, par exemple, le cas de la brucellose. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Agro-Alimentaire (MAAA), organisme fédéral responsable de l'épidémiologie vétérinaire à l'échelle nationale, a connu ces succès tout en faisant face à bien des contraintes. Ces contraintes ne sont pas nouvelles et, d'une certaine manière, affligent tous les pays industrialisés. Elles se regroupent essentiellement en six catégories: 1. économique; 2. ressources humaines; 3. politique; 4. socio-culturelle; 5. technologique; et 6. transfert d'information.

Bien que la nature des défis à relever soit la même depuis bien des décennies, l'étendue et la vitesse des changements en cours à l'échelle mondiale, que ce soit du point de vue politique, économique ou social sont telles que les solutions d'hier ne répondent plus aux problèmes d'aujourd'hui. La fin de la guerre froide qui polarisait l'est et l'ouest, l'aboutissement des négociations du GATT, la naissance de pactes multinationaux tels ceux de l'Union Européenne et l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord Américain) sont autant d'événements qui favorisent un climat de libéralisation commerciale propice à l'éclosion du "village global" [1].

[1] Département de Médecine de Population, Ontario Veterinary College, Université de Guelph, Guelph, Ontario, Canada N1G 2W1.

[2] Agriculture et Agro-Alimentaire Canada, 3851 Fallowfield, Nepean, Ontario, Canada K2H 8P9

L'impact de ces changements au niveau de l'épidémiologie vétérinaire est clair à la lecture d'un document récemment publié par le MAAA [3]. On y trouve une nouvelle définition de l'épidémiologie. Il s'agit, selon l'auteur, du processus permettant l'acquisition de

l'information nécessaire sur l'état de santé du cheptel canadien afin de satisfaire le Canada et ses partenaires commerciaux. C'est dans cette optique que nous présentons les contraintes auxquelles fait actuellement face l'épidémiologie vétérinaire au Canada.

II - CONTRAINTES ECONOMIQUES

Le Canada, pays exportateur, a toujours favorisé l'ouverture pour des marchés internationaux. Bien que la signature des ententes du GATT et de l'ALENA ait entraîné des réaménagements dans les emplois reliés à l'agro-alimentaire, le Canada a vu, au cours des dernières années, un nombre croissant d'emplois créés dans des domaines de haute technologie [4]. De plus, sa balance commerciale affiche un excédent record de plus de 29 milliards de francs au cours des huit premiers mois de 1995 [4]. Si les perspectives économiques sont encourageantes à ce niveau, il en va tout autrement lorsqu'on se penche sur la gestion interne du pays. En effet, avec une dette fédérale de plus de 16 000 milliards de francs, et une dette provinciale de plus de 55 milliards de francs pour l'année fiscale 94-95 seulement, le Canada est un des pays les plus endettés *per capita* au monde [5]. Une conséquence est que plusieurs gouvernements provinciaux ont reçu de leur électeurat le mandat d'assainir les finances publiques. Au niveau fédéral, plusieurs programmes et postes sont également menacés et même supprimés. Par exemple, la division de l'inspection des viandes, responsable de la supervision de 95 p. cent des animaux abattus au pays, est

passée de 3 500 à 3 100 employés en l'espace de quelques mois. D'ici la fin de 1997, on prévoit la suppression de 800 autres postes (BISAILLON, communication personnelle). Au moment de la rédaction cet article, le Ministère de l'agriculture en Ontario prévoyait une fonte de son budget d'environ 20 p. cent. Dans ces conditions, il est évident qu'à moins de circonstances extraordinaires, les programmes permanents de monitoring à l'échelle nationale sont choses du passé.

En plus des pressions économiques mentionnées précédemment, soulignons le fait que dans le domaine de l'agriculture en général, et en production animale en particulier, le Canada n'est pas en mesure de faire concurrence avec son voisin, les Etats-Unis, dans le cadre d'un marché complètement ouvert [2]. Cela est particulièrement vrai en production aviaire et laitière. Ceci explique le peu d'enthousiasme exprimé par ses membres lorsqu'on leur propose de contribuer à défrayer les coûts de l'inspection vétérinaire ou la mise en place de programmes d'épidémiologie.

III - RESSOURCES HUMAINES

Le statut sanitaire du cheptel canadien est suivi par environ 1200 vétérinaires en pratique privée, ainsi que 200 diagnosticiens et autres spécialistes travaillant pour les différents ministères provinciaux de l'agriculture, sans compter les spécialistes œuvrant dans les quatre facultés vétérinaires du pays. A l'échelle fédérale, le Programme National de la Santé Animale regroupe un personnel de 1 000 personnes dont 300 vétérinaires et 35 chercheurs répartis dans six laboratoires et 110 bureaux régionaux. A cela s'ajoute enfin 278 vétérinaires et environ 1200 inspecteurs présents dans les quelques 160 abattoirs du pays [3]. De plus, les différentes industries animales sont bien organisées, offrant ainsi d'excellentes bases de sondage. Toutefois, il est à prévoir que les coupures budgétaires mentionnées plus haut réduiront le nombre d'intervenants disponibles pour l'épidémiologie. Enfin, il faut considérer que le Canada est un pays

immense dont la superficie fait au-delà de 18 fois la France (environ 19 millions de km²). Evidemment, la vaste majorité de la population animale domestique se répartit sur environ 300 000 fermes n'occupant que 7 p. cent de la superficie du territoire. Toutefois, cela représente une superficie supérieure à la France et, de plus, comme la population humaine, ces élevages sont distribués le long de la frontière Canado-Américaine, soit sur une étendue de plusieurs milliers de kilomètres. Cela contribue grandement au coût de l'échantillonnage dans les élevages [3]. Le cheptel canadien comprend en tout temps 13 millions de bovins, 10 millions de porcs, un million de moutons et chèvres, ainsi qu'environ 110 millions de volailles. A cela s'ajoute à peu près un demi million de chevaux et autres ongulés. Malgré des barrières naturelles tels les Grands Lacs, ces animaux se situent souvent à peu de distance des troupeaux américains [3].

IV - CONTRAINTES POLITIQUES

Le rapatriement de la Constitution Canadienne en 1982 sans l'accord du Québec, les échecs de ratification des accords du Lac Meech et de Charlottetown, dont l'objectif principal était de ramener officiellement le Québec dans la confédération canadienne, et enfin, la victoire peu convaincante des forces fédéralistes lors du Référendum québécois du 30 octobre dernier, sont autant de facteurs contribuant à l'instabilité politique du pays et donc à une relance économique [8]. Dans ce contexte, les projets de surveillance sont souvent relégués au second plan.

Au bouleversement politique des deux dernières décennies, ajoutons également la création de la Charte Canadienne des Droits et Libertés. Bien que positive en soi, il est à noter que cette Charte semble avoir sensibilisé la population en ce qui a trait aux droits individuels. Ainsi, en dépit de l'existence de lois permettant les diverses activités d'épidémiosurveillance, les possibilités d'actions en cour de

justice par des groupes ou des individus pour contrecarrer les efforts de surveillance sont bien réelles. Cela se voit surtout lorsque ces activités risquent de mener à l'abattage d'animaux sans compensation. Cette sensibilité accrue aux droits individuels est peut-être également à l'origine d'une baisse du taux de participation volontaire dans le cadre de programmes de surveillance. A la fin des années 70, il n'était pas rare d'obtenir un taux de participation de 80 p. cent. Cela n'est plus le cas aujourd'hui.

Finalement, les changements de politique internationale avec la signature du GATT ont entraîné un changement de cap dans le domaine de l'épidémiosurveillance. Alors que, dans le passé, il était possible de mettre l'emphase sur quelques programmes d'éradication, l'épidémiosurveillance doit aujourd'hui couvrir un nombre beaucoup plus large de maladies [3].

V - CONTRAINTES SOCIO-CULTURELLES

Le Canada est une mosaïque culturelle en plein changement. Alors que 73 p. cent de la population était d'origine française (29 p. cent) ou britannique (44 p. cent) en 1971, vingt ans plus tard à peine 44 p. cent des gens retracent leurs origines à ces deux groupes ethniques. Cela ce conçoit avec une émigration annuelle de près de 250 000 personnes (0,85 p. cent de la population) dont l'origine est en grande partie asiatique (68 p. cent) [7].

A ce changement s'ajoute une urbanisation sans cesse grandissante d'une population sans cesse vieillissante. En effet, de 1971 à 1995, l'âge médian est passé de 26 à près de 35 ans. Cette population demeure toutefois très mobile. En effet, parmi les individus de plus de 15 ans ne voyageant pas pour affaire, on a compté près de 15 millions de voyages aux Etats-Unis en 1994 seulement. Statistique Canada rapportait également 665 000 voyages en Angleterre et 385 000 en France au cours de la même année [7]. Il va sans dire que cette mobilité contribue au risque épidémiologique d'intrusion de maladies exotiques ou non.

Au phénomène d'urbanisation avancée, ajoutons les progrès d'automatisation remarquable dans le domaine de la production animale ainsi que le climat de rationalisation qui frappe toujours lors de crise économique. Ces facteurs ont tous contribué à une perte de plus de 127 000 emplois

dans le domaine agricole au Canada au cours des 25 dernières années. De fait, le Canada est un des pays dont le pourcentage de travailleurs associés au monde de l'agriculture est le plus faible avec 3,2 p. cent [7]. En comparaison, la France se situe à 5 p. cent [6]. La réduction des effectifs humains en agriculture complique la tâche dans le cadre de programmes d'épidémiosurveillance où la participation des membres de l'industrie est nécessaire. Par contre, les effets négatifs sont amoindris par le fait qu'une réduction du personnel en ferme est souvent accompagnée par une réduction du nombre de sites de production [3].

D'un point de vue sociologique, il est important de réitérer le fait que la société nord américaine est plus portée sur les poursuites aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Le texte de la loi est clair en ce qui concerne l'épidémiosurveillance vétérinaire. Ainsi, le MAAA a certes les pouvoirs voulus lui permettant d'avoir accès à tout élevage si nécessaire. Toutefois, afin d'assurer une meilleure participation des personnes associées à l'industrie animale, le MAAA se voit souvent contraint d'agir avec énormément de diplomatie afin d'éviter toute poursuite juridique [3]. Ceci risque souvent de ralentir la mise en place de programmes de surveillance.

VI - CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES

Les progrès technologiques sont généralement perçus de façon positive par la société. De fait, l'épidémiologie bénéficie énormément des progrès réalisés en biotechnologie avec la production d'épreuves sérologiques de plus en plus sensibles et spécifiques. Toutefois, le progrès peut également compliquer les efforts d'épidémiologie. Notons simplement l'augmentation de la vitesse des chaînes d'abattage qui rend l'inspection vétérinaire très difficile [3]. Les progrès dans le domaine de

la reproduction animale, avec la popularité croissante du transfert d'embryons et le marché en pleine expansion de la semence congelée, non seulement augmentent les besoins mais ajoutent une autre dimension aux processus de surveillance. En effet, en plus de devoir suivre ou retracer des individus, il est maintenant nécessaire de pouvoir faire de même avec du matériel génétique pouvant être distribué en quantité et à une vitesse beaucoup plus grande.

VII - TRANSFERT D'INFORMATION

Vu les circonstances économique et politique actuelles, il est primordial d'arrimer tout programme de surveillance avec des outils efficaces de transfert d'informations. Dans ce chapitre, le Canada est en bonne posture, étant donné le haut degré d'organisation de l'industrie animale. Il est ainsi possible de joindre les intervenants associés aux diverses productions animales via des magazines spécialisés, qu'ils

soient écrits, radio - ou télédiffusés. De plus, la présence d'organismes pour la promotion et la mise en marché des produits laitiers, aviaires et porcins fournit également une autre avenue pour joindre les producteurs. Il n'en demeure pas moins que le MAAA travaille actuellement avec les interlocuteurs de l'industrie animale afin d'améliorer encore plus le réseau actuel de communications [3].

VIII - SAVOIR S'AJUSTER AUX CONTRAINTES

Le MAAA est très conscient de l'amplitude de chacune des contraintes actuelles. De fait, deux postes ont été créés afin de contribuer à la mise en place d'un réseau d'épidémiologie basé sur une collaboration avec les différents intervenants dans le domaine des productions animales. Ainsi, en plus des membres de l'industrie, le fédéral fait maintenant appel aux gouvernements provinciaux et aux Universités. Le but est clair: il s'agit de joindre des forces diverses mais complémentaires afin de répondre aux besoins créés par les nouvelles conjonctures politique et économique.

Les enjeux économiques vont forcer les industries animales à se réorganiser. Ainsi, l'intégration verticale va voir, dans les productions aviaire et porcine surtout, s'accroître un mouvement où la majorité des petits éleveurs indépendants disparaîtront pour faire place ou s'intégrer à des compagnies contrôlant tous les chaînons de la production. Ces compagnies ont généralement leur propre service vétérinaire. De plus, pour des raisons financières, ainsi que pour assurer le fonctionnement efficace des différentes composantes de l'organisation, elles utilisent souvent un système de collecte de données. Certains de ces systèmes, tels PigCHAMP, Swine Graphics et Pigtale chez le porc, DairyCHAMP et DAISY en production laitière, sont disponibles sur le marché depuis plusieurs années et ont fait leurs preuves. Cette restructuration des industries animales devrait s'avérer positive dans le cadre de la mise en place d'un réseau d'épidémiologie commun. Par contre, l'établissement d'un tel réseau devra tenir compte

du fait que ces compagnies sont souvent en compétition pour le même marché intérieur, et parfois même extérieur.

Un autre événement dont le MAAA compte bien tirer profit est le développement de programmes HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point). Le but étant d'aller au-delà de l'inspection des viandes pour étendre le concept HACCP aux autres chaînons de la production [3].

Dans tous les cas, il s'agira de travailler avec les diverses industries dans le cadre de courts projets de type étude transversale. Le MAAA devra alors exposer ses objectifs et tenter de les assimiler aux objectifs de l'industrie de façon que tous les partenaires y trouvent leur compte. Ceci est essentiel dans la mesure où le MAAA espère voir les compagnies privées fournir une partie substantielle des fonds nécessaires à l'épidémiologie.

Actuellement, le rôle des universités est souvent de type consultatif. Toutefois, il est clair que, dans le cadre de ressources sans cesse décroissantes, celles-ci verront un avantage certain à pousser la collaboration avec les industries et les différents paliers de gouvernement. Plusieurs projets portant sur des catégories de saisies à l'abattoir, sur des résidus médicamenteux dans les viandes et sur des zoonoses telles celles associées à *Escherichia coli* vérotoxigène, ont de fait déjà vu le jour. Les facultés de médecine vétérinaire d'Amérique du Nord complètent d'ailleurs à l'heure actuelle une revue en profondeur de leur curriculum. L'occasion est belle pour redéfinir non seulement les approches, mais également la vision même de ces institutions.

IX - BIBLIOGRAPHIE

1. DOBELL R. et NEUFELD M. ~ Beyond NAFTA the western hemisphere interface, 234 pages, Oolichan books, Lantzville, 1993.
2. GEMPESAW C., ALBAY F., BACON J., CORMAN J. et NARAYANAN S. ~ Free trade and broiler growout returns: the case of canadian and U.S. farms. Poultry Sci., 1994, 73, 1370-1380.
3. KELLAR J. ~ Animal disease surveillance in Canada...responding to the new GATT rules, 200 pages. Agriculture et Agro-Alimentaire Canada. Ottawa, 1995.
4. PEARLSTINE N. ~ A nation blessed, a nation stressed. Time, 1995, 146, 20-41.
5. Rapport sur l'état financier des gouvernements provinciaux. Banque Toronto Dominion, 1995.
6. SERENI J.P. ~ Economie-social, la création d'entreprise. In: Les balises de l'express, Groupe Express (ed.), Paris, 1995, 38-39.
7. Statistique Canada, 25 St. Clair Est, Toronto, Ontario, Canada.
8. WILSON-SMITH A., JANIGAN M., NEMETH M., DEMONT J. et KAYE FULTON E. ~ A house divided. Maclean's, 1995, 108, 14-16.

